



# L'Éveil 25

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

## "Avec la taxe Zucman pour le financement des services publics, des communes, des départements et des régions, Il faut faire payer les ultra-riches."

**L**a majorité de droite du Sénat a rejeté la taxe Zucman. Les sénateurs, de droite, à de rares exceptions, ont voté contre la proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines des ultra-riches. Les élus suresnois choisissent les riches : **M. Iacovelli a voté contre ! (Mme Florennes s'est abstenue !)** Il s'agit d'une proposition d'un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des milliardaires, déjà très largement exonérés de prélèvements. C'était de trop. Le ruissellement, ce sera pour plus tard. La justice aussi.

### La taxe Zucman, c'est quoi ?

Un prélèvement plancher de 2 % sur la part de patrimoine qui dépasse 100 millions d'euros (pas vous !). À peine 1 800 ultra-riches sont concernés, mais cela représente 15 à 25 milliards d'euros par an réinjectés dans la vie réelle.

Concrètement, déclarer 150 millions coûtera 3 millions de plus. Rien n'empêche ces fortunes de spéculer ou d'entretenir leurs yachts, mais assez pour rouvrir des lits d'hôpitaux, isoler des logements et moderniser le rail.

Il est soutenu par 79 % des Françaises et des Français (là, c'est vous).

Avec un taux de 2 %, le budget de l'État récupérerait :

- 4 milliards à Bernard Arnault (sur 203 milliards)
- 2,7 milliards à la famille Hermès (sur 138 milliards)
- 1,5 milliard à Bettencourt-Meyers (sur 77 milliards)
- 64 millions à la famille Dassault (sur 32 milliards)
- 80 millions à Rodolphe Saadé (sur 39 milliards)

Cela ouvre-t-il une brèche ? Parce que toute plus-value naît du travail vivant : **sans salariés, pas de dividendes, pas de bulles financières, pas de capital fictif.** Pourtant, cette richesse socialement produite s'évapore dans des holdings globe-trotteuses tandis que les services publics suffoquent. **En 2024, les fortunes des milliardaires ont grossi trois fois plus vite qu'en 2023** ; dans le même temps, cinq milliards de personnes ont vu leur patrimoine stagner ou reculer. Les

10 % des plus riches détiennent déjà 163 fois de ce que possèdent les 10 % des plus pauvres. L'impôt plancher n'est donc qu'un premier rappel à la réalité : **prélever là où la valeur s'accumule pour financer l'école, l'hôpital et les infrastructures qui permettent au capital de prospérer.**

**Le rejet de ce texte par le Sénat et le refus de la droite sénatoriale n'étonnera personne : elle défend la liberté du capital à esquiver la solidarité.** Nous, au contraire, voulons faire circuler cette valeur jusqu'à la socialisation des investissements stratégiques et au contrôle démocratique de la finance. Car taxer les ultra-riches en France ne suffira pas, l'a

rgent s'évade aussitôt vers les paradis fiscaux ; il faudra couper le robinet des flux spéculatifs et avancer, aux côtés d'autres pays, vers un contrôle des capitaux. En clair : tant que l'extrême richesse restera hors du bien commun, la société sera sous austérité. **Nous choisissons l'inverse : rendre au travail ce qu'il crée, planifier l'investissement utile et rouvrir la voie d'un avenir partagé.**

En refusant de voter pour cet impôt plancher, minimal, le Sénat prive la France de nouvelles recettes pour faire

fonctionner les écoles, les hôpitaux, la justice. **Surtout, il continue de faire peser l'effort fiscal sur la majorité plutôt que sur une toute petite minorité d'ultra-riches qui capte l'essentiel des richesses, très largement exonérée d'impôts.** En France, tout prélèvement confondu (impôts, cotisations, TVA, etc.), les milliardaires sont deux fois moins taxés que le reste du pays : 25 % contre 50 %.

**« La France est un paradis fiscal pour milliardaires ». C'est Gabriel Zucman, professeur à Berkeley, aux États-Unis, expert des sujets fiscaux, conseiller pour le G20, qui le dit. Depuis 7 ans, ils sont couverts de cadeaux par Emmanuel Macron : suppression de l'ISF, Flat Tax, Exit Tax, etc. Pour les autres, c'est la baisse des APL, des droits au chômage, l'inflation qui grève le pouvoir d'achat, une TVA injuste (et bientôt sociale).**



**Marianne Margaté  
Sénatrice communiste**

# Iran : Netanyahu menace la sécurité du monde

Depuis le 13 juin, l'État d'Israël a frappé plusieurs sites stratégiques en territoire iranien, et a assassiné des scientifiques et dirigeants politiques et militaires iraniens.

**Cette nouvelle agression s'ajoute aux trop nombreuses violations du droit international commises par Israël, au premier rang desquelles le génocide en cours à Gaza et la colonisation qui s'étend en Cisjordanie.**

Aucune opération de cette envergure ne peut être menée sans l'aval de Washington. Si Trump et Netanyahu ont affiché un désaccord concernant l'accord sur le nucléaire iranien, ou l'accord séparé avec les Houthis en mer Rouge, l'absence de condamnation de l'agression israélienne et la préparation des bases militaires US de la région prouvent une active complicité.

**L'alignement français sur cette position, avec Emmanuel Macron qui parle de « droit d'Israël à se défendre », est une nouvelle preuve de la vassalisation de notre État et une trahison de tous les engagements internationaux de notre pays.** La France faillit à faire respecter le droit international qui garantit chaque État contre des opérations militaires sans déclaration de guerre, et chaque peuple contre les crimes de guerre, les famines, les nettoyages ethniques et les génocides. L'absence de condamnation est également une trahison des intérêts de la Nation. **Il est désormais clair que le gouvernement de Benjamin Netanyahu est une menace contre la sécurité du monde, et de fait de la France.**

Une guerre ouverte entre Israël et l'Iran entraînerait une réaction de l'OTAN. Les États-Unis n'ont laissé aucun doute à ce sujet. La France doit urgemment se désengager de cette alliance militaire, au risque d'être entraînée dans la guerre.

La France doit également prendre des sanctions contre l'État israélien. En premier lieu, le gouvernement doit cesser de prétendre que nous ne vendons pas d'armes. Le commerce de matériel militaire doit cesser immédiatement. La France

doit également peser pour suspendre l'accord d'association UE-Israël.



La diplomatie française doit clairement dénoncer le gouvernement israélien comme une menace pour nos intérêts nationaux. Promettre que « toutes les dispositions seront mises en place pour assurer la protection du territoire national et de nos concitoyens » est vain, si l'on ne dénonce pas qui vient de les mettre en danger. Le financement par Israël de groupes islamistes, après des années de financement du Hamas, n'est pas seulement une calamité pour les peuples israélien et palestinien, il met en danger la sécurité nationale, dix ans après les attentats de 2015.

Nous devons œuvrer pour faire aboutir les négociations internationales sabotées par l'État israélien :

- **La France doit reconnaître l'État palestinien lors de la conférence de l'ONU à New-York.**

- **La France doit dénoncer l'agression israélienne, prendre des sanctions et agir pour un cessez-le-feu et la reprise des négociations sur le nucléaire iranien.**

## Les bases de l'idéologie du parti de Marine Le Pen sont dévoilées !

Caroline Parmentier, proche de Marine Le Pen au point que cette dernière l'a chargée de mener une mission de dédramatisation du RN en lien avec les questions de racisme, d'antisémitisme et d'homophobie.

Caroline Parmentier entre à 21 ans au journal catholique traditionaliste Présent sous la direction de Jean Madiran — un journaliste ouvertement antisémite et l'un des derniers collaborateurs directs de Charles Maurras — avant d'en devenir la rédactrice en chef. Condamnée en 1995 par le tribunal correctionnel de Paris pour « diffamation publique raciale », elle y signe également des tribunes contre l'homosexualité et fustige, notamment, l'entrée de Sébastien Chenu (ouvertement gay) au Front national.

Elle y milite notamment contre le droit à l'interruption volontaire de grossesse. Elle défend la presse « alternative » de « réinformation », face à la presse établie qui, selon elle, « manie le mensonge, rampe devant la "doxa" conformiste et cultive ses liens avec les grandes banques et les oligarques ». Elle soutient la théorie complotiste du grand remplacement introduite par Renaud Camus et, au sujet de la visite d'Emmanuel Macron à Sarcelles, en avril 2017, déclare : « On l'a vu comme un poisson dans l'eau exprimant son ravissement d'être entouré d'ethniques », « des petits blacks et des petits rebeus ».

Membre du Rassemblement national, elle est élue députée dans la 9e circonscription du Pas-de-Calais lors des élections législatives de 2022, après avoir siégé au conseil régional d'Île-de-France entre 2021 et 2022. Le passé de la députée du Rassemblement national (RN) pèse donc lourd dans le mode de pensée de cette proche de Marine Le Pen. Reconvertie en politique, Caroline Parmentier a intégré il y a sept ans les structures du RN avec une dimension stratégique essentielle : poursuivre auprès des médias une entreprise de dédramatisation du parti et de ses deux principaux dirigeants, Marine Le Pen et Jérôme Bardela .

**Le Rassemblement national populaire récupère des locaux de juifs en fuite**



Le Comité directeur du R. N. P. siège sous l'égide du maréchal Pétain. De gauche à droite : MM. Fontenay, Delançh, Marcel Déat, Jean Goy et Vauor

# Une nation qui ne fait pas de ses enfants une priorité éducative est une nation sans avenir.

Le PCF exprime son immense tristesse après l'effroyable meurtre d'une assistante d'éducation le 10 juin. Nous souhaitons apporter à ses proches, à ses collègues, à toute la communauté éducative, nos plus sincères condoléances.

Nous ne pourrions rien régler en recourant à la surenchère de propositions sécuritaires prônées par la droite et l'extrême droite, qui ont, partout dans le monde, démontré leur inefficacité. Nous avons le devoir de refonder d'urgence notre pacte social en remettant au cœur de celui-ci, au cœur de nos engagements constitutionnels, la protection des plus fragiles en général et celle des enfants en particulier.

**L'école doit être un lieu d'émancipation, protégé de la violence, un lieu où élèves comme personnels peuvent travailler, apprendre, grandir et s'épanouir en toute sécurité.**

Mais la précarisation des familles, l'atomisation des individus et l'isolement social, l'abandon de la santé scolaire, de la psychiatrie infantile ou adulte, la fragilisation des services sociaux, la casse organisée de l'ensemble de nos services publics et l'assèchement des budgets des collectivités locales conduisent inévitablement à ériger la maltraitance des êtres humains en système. Les personnels travaillant avec des enfants alertent depuis des années.

**Les assistants et assistantes d'éducation sont au contact direct et permanent des enfants. Leurs missions sont essentielles. Ils font partie, pourtant, des grands oubliés de l'Éducation nationale.**

En plus d'une grande précarité, ils subissent des conditions de travail dégradées, (parfois un adulte pour plus de 150 élèves), qui rendent leurs missions éducatives impossibles. Ils et elles ne sont pas des vigiles, mais bien des éducateurs qui forment, à travers leurs actions, des citoyens et citoyennes.

L'enfance et le soutien parental sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Alors que le gouvernement a annoncé faire de la santé mentale des jeunes une priorité, **il projette de diminuer le temps des infirmières scolaires et des psychologues en établissement, déjà si peu nombreux.**

**Avec une assistante sociale scolaire pour 1500 élèves, un médecin pour 12 000 élèves et 7400 infirmiers pour 60 000 établissements, comment assurer**



**l'accompagnement et la protection de nos enfants ?**

Ce ne sont pas seulement les professeurs qui manquent. Toute la communauté éducative est concernée. Hors de l'école, ce n'est guère mieux : les centres médico-sociaux sont débordés, l'aide sociale à l'enfance en détresse.

**Une nation qui ne fait pas de ses enfants une priorité est une nation sans avenir.**

Nos jeunes, à l'image de la société, vont mal. Il ne suffira pas seulement de mettre des pansements, il faut agir à la racine. Au-delà des recrutements et de la formation indispensables de personnels médico-sociaux, d'enseignants, de CPE, d'assistants d'éducation... Il nous faut un projet de société émancipateur, un futur dans lequel les jeunes ont envie de se projeter. L'école, par sa promesse républicaine, tient une place fondatrice dans ce projet.

Nous avons besoin d'une société qui fasse corps derrière son école et qui ne voit pas ses jeunes et ses enfants comme un problème, mais comme un investissement impératif pour l'avenir.

**Protéger les enfants, construire notre avenir collectif, c'est faire le choix du commun, du soin, de la solidarité.**

# La bataille sociale et politique des retraites.

Tout au long du conclave bidon de Macron et Bayrou, le patronat est en échec sur ses propositions poussant à la retraite par capitalisation.

**Le vote de l'Assemblée Nationale contre la retraite à 64 ans, sur proposition du groupe communiste, est une démonstration de la déroute de la droite.**

Fabien Roussel propose aux forces de gauche de poursuivre l'offensive et lance une invitation à débattre de la réforme des retraites à l'université d'été du PCF, du 22 au 24 août 2025 à Montpellier.

## Avec trois propositions :

– Soyons unis dans la rue dès le 24 septembre pour contester la réforme de Macron.

– Que chaque force de gauche mette sur la table ses propres propositions.

– Organisons ensemble des débats partout en France, avec les forces syndicales et les Français, pour construire un contre-projet unitaire pour une sécurité sociale du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Il faut combattre la retraite par capitalisation

Les Patrons poussent à l'abandon de la retraite par cotisation et répartition pour la remplacer par une épargne individuelle afin de financer sa propre retraite. **Cela implique d'investir sur les marchés financiers ou immobiliers** qui font miroiter une autonomie financière et un potentiel de rendements élevés, **tout en cachant le risque de tout perdre dans une déroute boursière, ce qui est arrivé souvent.**

La retraite par capitalisation est une catastrophe prévisible du fait des crises boursières. Ce modèle, qui repose sur l'investissement individuel dans des actifs financiers pour garantir des revenus futurs, semble séduisant en période de croissance économique. **Cependant, dès que l'instabilité frappe, il dévoile son véritable visage : celui d'un système profondément inégalitaire et instable. La retraite par capitalisation lie directement le niveau de vie des retraités à la volatilité des marchés financiers.** Or les crises économiques, qu'elles soient causées par des bulles



spéculatives, des conflits géopolitiques ou des pandémies, sont inhérentes au fonctionnement du capitalisme.

**Chaque effondrement boursier fait fondre les économies des individus, entraînant des pertes souvent irréversibles, particulièrement pour ceux proches de la retraite. Une vie entière d'épargne peut ainsi disparaître en quelques jours, laissant des millions de personnes dans une précarité inquiétante.**

Ce modèle favorise les individus capables d'investir des sommes importantes et de diversifier leurs portefeuilles. À l'inverse, les travailleurs aux revenus modestes, souvent contraints de limiter leurs investissements, se retrouvent plus exposés aux aléas des marchés. Les inégalités sociales se creusent ainsi davantage, avec des retraités "aisés" d'un côté, et une majorité en difficulté de l'autre.

**En comparaison, le système de retraite par répartition, basé sur la solidarité intergénérationnelle, offre une stabilité inégalée.** Bien qu'il soit nécessaire de l'adapter aux défis démographiques actuels, il reste moins vulnérable aux fluctuations économiques. **Il assure un revenu minimum pour tous, indépendamment de la conjoncture boursière.** La retraite par capitalisation, bien que séduisante sur le papier, représente un danger pour la sécurité économique des retraités. **Investir dans l'équitable et le résilient, basés sur la solidarité, apparaît comme une nécessité pour garantir une vieillesse digne à tous.**

## Avec le PCF je passe à l'action !

- \_\_\_\_\_ J'adhère au Parti Communiste Français
- \_\_\_\_\_ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- \_\_\_\_\_ Je souhaite recevoir les informations  
générales du PCF

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Courriel : ..... Tél. : .....

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour  
accéder au  
blog de la  
section du  
PCF  
utiliser ce  
QR CODE